

*L'Adresse—M. Clark*

bousculer ou faire chanter les provinces. Il a permis aux bureaucrates de se doter d'un immense pouvoir arbitraire avec sa politique sur la concurrence. Comme mon collègue, le député de High Park-Humber Valley (M. Jelinek) le faisait remarquer aujourd'hui, les petits entrepreneurs sont enterrés dans la paperasse. Cette concentration des pouvoirs survient à une époque où la plupart des pays du monde admettent que bien des fonctions que ce gouvernement veut assumer tout seul, conviendraient beaucoup mieux aux gouvernements provinciaux ou locaux, ou, dans nombre de cas, à des Canadiens qui agiraient de leur propre chef.

La troisième raison pour laquelle notre pays est beaucoup plus divisé maintenant qu'il ne l'était au moment où le gouvernement est entré en fonction est celle que j'ai examinée lors du débat sur l'unité nationale qui a eu lieu plus tôt cette année, à savoir, que le gouvernement, quels que soient les mérites d'une politique de bilinguisme institutionnel—la Chambre le sait, j'estime qu'il est pleinement légitime et normal de reconnaître à tous les habitants d'un pays comme le nôtre le droit de communiquer avec le gouvernement de ce pays dans l'une ou l'autre des langues officielles—s'est lourdement trompé en comptant presque uniquement sur des modifications linguistiques comme moyens d'unir notre pays.

Ainsi que le résultat des élections de l'année dernière au Québec l'a si clairement démontré, la quatrième raison pour laquelle le Canada est encore moins uni qu'aparavant provient de ce que le gouvernement n'a sciemment tenu compte du besoin de croissance et de compétence économiques. C'est ainsi qu'il a suscité le chômage, l'incertitude et le désespoir qui engendrent l'esprit de division.

Il est inexcusable que le Canada traverse une crise économique de cette envergure étant donné les innombrables ressources dont il dispose. C'est inexcusable, je le répète, mais explicable et je tiens à citer quelques-unes des causes à la Chambre. La principale source de tous nos maux, c'est le manque d'orientation qui caractérise notre économie, à la dérive depuis une dizaine d'années. Les ministres des Finances ont établi des budgets, ils ont remanié la politique fiscale et les démissions se sont succédées. Aucun d'entre eux ne nous a soumis un programme d'expansion économique qui se tienne.

Par ailleurs, le gouvernement s'est avéré incapable de s'imposer ou d'observer une certaine discipline économique. Il y a huit ans que nous attendons une réglementation sur le pétrole et le gaz et une dizaine d'années que nous tergiversons dans le domaine de la concurrence. Monsieur l'Orateur, les investisseurs ne peuvent pas faire de projets dans un climat d'incertitude; ils vont donc investir à l'étranger. Par conséquent, les emplois qui découlent des dépenses des Canadiens émigrent à l'étranger en raison même de cette incertitude perpétuelle.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** La troisième raison qui explique notre situation économique c'est l'irresponsabilité du gouvernement actuel en matière de dépenses des fonds publics. Tout au long de ses neuf années au pouvoir, sa seule et simple attitude en matière financière a été de dépenser, sans égard aux circonstances, aux mesures de contrôle et au prix que cela coûte ultimement au Canada. Or, monsieur l'Orateur, ses comptes financiers sont dans un état pitoyable, son déficit croît de semaine en semaine, et les secteurs d'initiatives et d'entreprise au Canada pâtissent

[M. Clark.]

de l'incurie monstre du gouvernement. Dans le discours du trône, nous trouvons encore une belle promesse de restriction budgétaire. Je dis tout simplement au premier ministre que ce n'est pas avec un déficit de 9 milliards de dollars cette année et de 12 milliards l'année prochaine «qu'on se serre bien fort la ceinture.»

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Si je peux me permettre de parler un instant, monsieur l'Orateur, au sujet de la question des restrictions budgétaires, je mentionnerai qu'il y a quelques jours, au journal télévisé du réseau national, le peuple canadien a eu le privilège d'apercevoir deux Jetstars du gouvernement stationnés sur le même tarmac à Calgary, l'un ayant amené le ministre de l'Industrie et du Commerce et l'autre le ministre des Transports (M. Lang) et ce, séparément, pour participer au même événement.

**Des voix:** Quelle honte!

**M. Clark:** Bien qu'il soit peut-être vrai après tout que les deux ministres répugnent à se cotoyer, cela fait passer pour un petit plaisantin un premier ministre qui nous sermonne constamment au sujet de la discipline et des restrictions budgétaires nécessaires dans le domaine de l'économie et qui envoie pourtant ses ministres séparément dans deux Jetstars pour assister au même événement à Calgary.

Une quatrième raison évidente au climat économique canadien actuel est la façon dont le gouvernement a agi en ce qui concerne les mesures de contrôle. Tout d'abord, il a gaspillé tout le capital de confiance que la population était disposée à lui accorder en tant que gouvernement lorsque le premier ministre, au cours de la campagne électorale nationale et à la télévision nationale a pointé son doigt vers les Canadiens et leur a déclaré «Quic, vous êtes gelés», et pourtant une année après avoir condamné le programme il a fait volte-face en présentant comme étant sa politique cette même politique qu'il avait condamnée juste avant d'emporter les élections fédérales. C'est déjà une chose assez grave en soi que le premier ministre revienne complètement sur ses intentions et manque à sa parole donnée au peuple canadien, mais ce qui est encore plus grave c'est l'incompétence avec laquelle le programme des mesures de contrôle a été introduit,—d'abord son refus de remplir les engagements qu'a pris le gouvernement de procéder à des réformes dans d'autres domaines de sa politique au cours de la période des mesures de contrôle, et maintenant, cette incertitude continue qui fait que nous ne savons même pas si les mesures de contrôle vont être levées et le cas échéant, la date où cela se fera.

Le prédécesseur de l'actuel ministre des Finances nous a dit au début de cet été qu'il espérait être en mesure de nous annoncer, vers le milieu de l'été, un programme progressif de levée des contrôles en vue de leur suppression définitive. Eh bien, le milieu de l'été est venu et est passé, la fin de l'été est venue et est passée, le début de l'automne est venu et le ministre s'en est allé . . .

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Nous ne savons toujours pas ni quand, ni comment notre pays va mettre fin à ce programme de contrôle, ni même s'il va vraiment le faire alors même que ce programme a tant contribué à détruire la confiance qui régnait au Canada et